



Tochon, F. (2011). Restrictions budgétaires et contrôle politique mettent-ils en péril les acquis des vingt dernières années ? *Formation et pratiques d'enseignement en questions*, 12, 9-18.
<https://doi.org/10.26034/vd.fpeq.2011.088>

This article is published under a *Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International (CC BY)*:
<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0>



© François Tochon, 2011



Restrictions budgétaires et contrôle politique mettent-ils en péril les acquis des vingt dernières années ?

François Victor TOCHON¹

Quel regard rétrospectif portez-vous sur ces 20 dernières années dans le domaine de la formation des enseignants ? Quels sont les éléments et événements-clés que vous retenez ?

Je retiendrais les points suivants comme des points déterminants au cours des deux dernières décennies : l'amélioration de la qualité des formations; leur dimension réflexive qui implique de plus en plus un retour sur les pratiques; l'arrivée des standards de compétence et des portfolios électroniques; enfin les restrictions budgétaires et le retour vers davantage de contrôle qui mettent en péril les acquis des vingt dernières années, ceci dans plusieurs pays.

Rétrospectivement on peut avoir le sentiment d'avoir assisté à un grand mouvement de balancier, tant en formation qu'en recherche sur la formation. Les approches contrôlées processus-produit de la fin des années 1980 ont peu à peu laissé la place à des approches plus réflexives de la professionnalisation qui ont vu leur apogée au début du nouveau siècle, avec un brusque retour normatif à des référentiels de compétence – quoiqu'on en dise hérités de la période behavioriste – avec un souci accru de contrôle sur le plan politique.

Les années 1990 ont été fortement influencées par la recherche sur la pensée des enseignants et le concept de professionnel qui réfléchit. À la suite de plusieurs décennies consacrées à l'étude des comportements des enseignants et des élèves, plusieurs recherches avaient mis en évidence d'une part l'importance de l'enseignant dans la rétroaction indispensable à l'apprentissage, et le rôle de la réflexion dans la professionnalisation. Ces acquis ne sont pas perdus, mais ils sont actuellement réorientés dans le sens d'une standardisation des formations en vue des concordances de diplômes perçues comme nécessaires au sein du projet de globalisation.

La globalisation de l'éducation correspond à un projet de société initialement porté par les pays occidentaux, dans l'espoir de garder la première

1. Professeur à l'Université du Wisconsin-Madison (USA).
Contact : ftochon@education.wisc.edu.



place économique et culturelle, et d'imposer un modèle de civilisation. Les pays non alignés se sont emparés de ce projet et l'ont intégré de sorte à prendre le pas sur le mouvement d'occidentalisation. Le mouvement d'homogénéisation des formations s'est produit à une période d'esoufflement puis de crise économique qui enlevait aux instances en réforme les outils nécessaires à des réformes réussies : peu de soutien logistique, maigre accord conceptuel sur les principes, pas d'études du suivi, pas de service après-vente.

Sur le plan de la francophonie et dans la ligne des ajustements internationaux des diplômes, la France est en train de réduire drastiquement la dimension pratique de son système de formation des maîtres d'une manière qui va à l'encontre des résultats de recherche sur l'optimisation des formations, au point d'annihiler des années d'acquis convaincants. Les IUFM ont connu nombre de réussites, une productivité et une qualité de service qui devaient beaucoup à l'autonomie des anciennes Ecoles Normales et à l'engouement qu'avait connues les Missions académiques à la formation des personnels de l'éducation nationale (MAFPEN). Les personnes qui contemplent de l'extérieur la markéatisation du système de formation américain et la peau de chagrin française peuvent se surprendre à songer à ce que tout cela aurait au contraire pu devenir si les politiciens avaient misé sur le professionnalisme des enseignants et leur avaient donné du pouvoir sur leur profession.

En vingt ans les formations professionnelles s'étaient clairement améliorées en qualité et en pertinence. Mais le rôle et le pouvoir des enseignants, à la suite de la grande liberté exploratoire et créatrice des années 1970 et 1980, n'ont fait que diminuer, au point qu'on puisse penser que le contrôle social est peut-être devenu l'enjeu privilégié de ce que l'on nomme encore « Education ». Par exemple, alors que les portfolios pourraient être des instruments de réflexion continue dans une optique de progrès tout au long de la vie professionnelle, ils tendent avec leur banalisation à devenir des moyens de standardiser les comportements et de comptabiliser les occurrences d'une forme instrumentalisée de réflexion qui perd beaucoup de sa signification. La situation est bien sûr inégale d'un site de formation à l'autre, nuancée localement, et excessivement complexe. On se rend toutefois compte des limites de l'héritage des sciences cognitives et de leur modélisation informatique dans la gestion éducative qui n'a préservé de l'intelligence que son activité la plus superficielle : le classement. Nous aurions besoin d'un élargissement des systèmes de référence, par exemple dans une optique sémiotique et humaine plutôt que restreinte à la seule cognition.

*Quel regard portez-vous sur la formation des enseignants dans votre pays ?
Quelles sont les spécificités « locales » qui vous semblent dignes d'intérêt ?*

Au cours des onze dernières années, les réformes de la formation des enseignants se sont succédées aux Etats-Unis à un rythme accéléré et



avec une constante diminution des moyens de réaliser les changements proposés. On ne peut pas dire que le système ait une stabilité sinon dans le fait qu'on certifie toujours les stagiaires à la fin de leur formation. Une part du travail des stagiaires est maintenant en ligne. La variété des solutions proposées aux personnes qui veulent devenir enseignantes s'est accrue. Cela va du brevet d'enseignement immédiat et temporaire aux gens dont la discipline majeure est dans le domaine d'enseignement – à charge pour ces personnes de suivre au moins deux cours tous les deux ans pour renouveler le brevet temporaire mais sans espoir d'augmentation salariale –, et des formations rapides au rabais pendant l'été pour des emplois fragiles dans des quartiers à risque – à nouveau sans espoir de permanence –, aux formations d'un an post-bachelor ou aux formations intégrées au bachelor qui peuvent durer deux ans dans les universités de première classe, dont les stagiaires vont s'arroger les meilleurs emplois du pays. Sous l'apparence de la diversité des options, il s'agit d'un système public dans lequel les pauvres pourront s'occuper des pauvres dans les conditions les pires, tandis que les riches pourront s'occuper des riches avec les meilleures salaires. L'exception est l'école privée dans laquelle les enseignants sont le plus souvent plus pauvres que leurs élèves.

On assiste actuellement aux Etats-Unis à une réforme « anti-enseignants » soutenue par un groupe de généreux milliardaires. Par exemple, le fondateur de Facebook offre un montant de cent millions de dollars au district scolaire de Newark au New Jersey à condition d'appliquer certaines réformes qui ressemblent à celles imposées par Bill Gates lorsqu'il a donné nonante millions au district scolaire de Memphis ou cent millions au district du comté de Hillsborough à Tampa. Ces conditions s'accordent aussi à celles du programme d'Obama nommé abusivement « Course vers le sommet », qui consiste à créer des écoles privatisées et rentables dont les enseignants soient payés au mérite selon les scores de leurs élèves à des tests standardisés, et à éliminer les syndicats et la sériorité des enseignants. Diane Ravitch, qui a centré sa carrière sur la réforme des écoles privatisées, vient de publier un livre sur la vie et la mort du système scolaire américain. Elle résume ainsi les raisons pour lesquelles cette coalition de milliardaires entend réformer l'éducation publique, lors d'une interview radiophonique diffusée sur « Democracy Now! » : « Nous n'avons jamais connu cette situation dans laquelle un petit groupe de personnes a accumulé une telle richesse qu'elles peuvent décider des changements que les institutions étatiques doivent apporter, en utilisant des moyens de pression qui peuvent amener des districts scolaires à fermer leur portes s'ils n'acceptent pas ces conditions; en fait avec succès. » En forçant le système scolaire à se privatiser ils ouvrent un nouveau marché, fort rentable, créent leurs propres compagnies de soutien didactique, s'ingèrent dans la formation des maîtres, établissent un constant chantage avec les cantons et les états pour que les choses se passent à leur manière. Ce sont de nouveaux milliards de bénéfices en perspective, jusqu'alors contrôlés par l'Etat.



J'avais abordé le problème des écoles Coca et Pepsi dans un article paru dans la revue *Carrefours de l'éducation* en 2001. Dix ans après, grâce aux larges réductions d'impôts dont ont bénéficié les super-riches, leur générosité n'a plus de limites. Le New York Daily News rapportait le 5 mai 2010 que les investisseurs cossus et les banques fondent sur le nouveau marché des écoles privatisées (Charter Schools); les bénéfices issus de leur construction n'étant pas imposables permettent de doubler la mise en sept ans. Le club des milliardaires est en guerre contre les syndicats d'enseignants qui constituent le principal obstacle à la privatisation du système scolaire aux Etats-Unis. Les syndicats sont puissants mais ont de la difficulté à identifier leur ennemi car celui-ci arrive les mains pleines. Leurs bonnes œuvres sont autant de miroirs aux alouettes. Il serait plus logique d'exiger, avec l'appui des associations de parents, une éducation publique de qualité financée par la réinstauration de la taxe sur les riches abrogée par l'administration précédente, en 2001, remarque Shamus Cook (2010), travailleur social et syndicaliste.

En bref, il n'existe pas de modèle de formation américain sinon dans l'effort d'homogénéiser la production scolaire selon une logique qui répond à des impératifs économiques centrés sur les besoins à court terme. Une myriade de formations de styles divers sont mises en place selon des systèmes en compétition dont les dénominateurs communs sont les référentiels déterminés par de grandes associations professionnelles qui reçoivent un soutien partiel de l'Etat. Or un référentiel de compétences ne peut pas garantir la qualité d'une formation quel qu'en soit le contexte. De plus, des études récentes indiquent que la ségrégation sociale et raciale dans les milieux scolaires est actuellement plus forte que dans les années 1960, années pendant lesquelles les injustices étaient si flagrantes qu'elles ont entraîné des émeutes. L'anéantissement du système public d'éducation correspond à la perte des valeurs de la citoyenneté.

On peut se demander si, à l'intérieur du pays, l'absence d'investissement conséquent dans le secteur éducatif n'a pas eu pour fin de maintenir le quotient intellectuel moyen de la population à un niveau qui laisse libre champ aux logiques impériales, logiques dont finalement la population souffre terriblement. C'est une leçon de vie cruelle et l'on peut s'alarmer du fait que la France donne l'impression de suivre cet exemple. Car la destruction de la qualité des formations aura un impact sur l'enseignement et sur le potentiel intellectuel d'une majorité de Français dans quelques générations. On est en train de créer des maîtrises qui, en l'absence d'une formation pratique réelle et prolongée, paraissent vides de sens.

J'enjoindrais le lecteur intéressé par ces questions de consulter les articles que j'ai publiés sur ces points dans les Cahiers pédagogiques (n° 17, 2010), HEP (n° 11/1, 2010) et Professorado (en français) en janvier 2011.



Comment voyez-vous le métier de formateur d'enseignants ? Quelles sont les principales qualités qu'il devrait avoir – ou qu'il a pu développer ces dernières années – ?

Les milieux conservateurs ont réussi à contrer la vague libératrice qui commençait à transformer l'éducation et la formation des enseignants à la fin des années 1990 car elle leur donnait un caractère plus réflexif. Ils ont réussi à réinstaurer des politiques désuètes comme la prière obligatoire devant le drapeau dans chaque école, à revenir à une définition de la science d'avant Thomas Kuhn, dont le réductionnisme positiviste interdit le financement d'approches plus souples, plus qualitatives, nuancées et complexes qui s'avèrent plus fructueuses et humaines. Ce retour en arrière est actuellement associé à des purges contre des groupes pacifistes et contre diverses formes d'action sociale et éducative dont les acteurs risquent la prison pour des accusations vraisemblablement fabriquées, dans l'esprit de ce qu'Edgar Morin avait qualifié de terrorisme d'Etat. Ces concessions du régime actuel à l'extrême-droite, comme en France, sont dangereuses pour les droits des citoyens. Elles laissent entrevoir que la réappropriation de l'éducation par les milieux financiers est actuellement une priorité de ce que Rothkopf en 2008 a nommé la « super-classe » car les enseignants et les formateurs représentent un bastion de la liberté d'expression.

Le formateur, dans un environnement de plus en plus sinistre et sinistré garde un rôle important de motivateur, préservant les valeurs humaines, le sécularisme et la société civile. La dimension spirituelle de la formation a été laissée pour compte. L'aspect moral – non pas moralisateur – de toute profession de service public devrait être prépondérant. À l'extrême opposé, on voit par exemple ici et là dans les quotidiens des allusions à des policiers ou à des enseignants qui ont recours à la création pornographique pour réussir à boucler leurs fins de mois.

Les formateurs des maîtres comme les enseignants pourraient remplir une fonction sociale laissée vacante de conseil éducatif au sein de leur communauté. Dans le passé, les membres de la communauté venaient bien consulter l'instituteur qui remplissait un rôle laïc et moral de sagesse et de connaissance. La fonction éducative avait une légitimité et une place dans la communauté qu'elle a perdue, en raison des attaques des milieux patronaux. Il nous faut revenir à un nouvel équilibre social. En réponse aux menaces qui précèdent, je reprendrai des éléments que j'avançais dans le no47 de la revue *Education et Formation*, mais cette fois à l'adresse des formateurs :

L'expertise en formation est relationnelle et créatrice de paix. Cette compétence ne se suffit pas de contenus. Elle se traduit dans la résolution de conflit et l'art de la relation. Grâce à ces qualités, le formateur expert peut mettre en lumière avec tact les risques du racisme, de la bigoterie et des fondamentalismes. Il promeut des valeurs qui soutiennent la communication, la négociation, la résolution de conflit, la relation et la paix.



Les formateurs d'enseignants sont des experts de la conscientisation. Ils dévoilent et diffusent les informations et nouvelles qui peuvent changer la société vers un mieux-être individuel et social. Il font réfléchir aux faits cachés ou frappés de censure par les pouvoirs médiatiques. Ils abordent la mondialisation en termes de pacifisme et de respect des cultures, non dans un sens économique. Ils conscientisent les enseignants quant à la nécessité de trouver d'urgence des solutions éducatives à la croissance de la population et aux dangers qui en découlent: inégalités sociales et économiques, chômage, violence, guerres, piraterie, prostitution, asservissement et esclavage, pollution et désastres écologiques. Ces solutions ne doivent pas être laissées aux appareils militaire et pharmaceutique.

L'expert formateur est altermondialiste et travaille en faveur des énergies nouvelles. Les formateurs sont insérés dans l'histoire en cours et participent activement à son évolution. Ils expliquent les dangers du nucléaire sous toutes ses formes car ils ont compris les leçons d'Hiroshima, de Tchernobyl, du Kosovo et de l'Irak. Ils connaissent les limites des ressources en pétrole et en gaz et rappellent les moyens de se passer des matières fossiles dont la prospection est dangereuse. Ils indiquent aux nouvelles générations comment devenir autosuffisantes sur les plans énergétique et alimentaire, leur expliquent comment et pourquoi respecter l'écologie.

L'expert formateur est un résistant positif : il résiste aux abus de pouvoir et indique aux nouvelles générations qu'elles ont un droit de critique et d'autodéfense si elles sont acculées à des choix de société qui sont nuisibles au point de mettre en question la survie de l'espèce humaine et des espèces dont nous avons la responsabilité. Les formateurs travaillent en faveur de la démocratie directe et des démocraties locales. En bref, ce qui est demandé aujourd'hui aux formateurs sur le plan des valeurs est une extension de l'engagement citoyen : un engagement comme citoyens du monde et gardiens de la planète. Ils deviennent experts humanistes, altermondialistes résistant au pouvoir anarchique et amoral de la finance criminelle internationale car, s'ils croient en leur mission, ils n'ont guère d'autre choix.

Quels sont les principaux défis des institutions de formation des enseignants pour ces prochaines années ?

La bureaucratie a rigidifié nos institutions éducatives au point de mettre dangereusement en question les droits des citoyens, la liberté de pensée et la liberté de savoir. La plupart de nos institutions ont mis le savoir sous contrôle au profit d'élites qui dirigent des conglomérats politiques, médiatiques, financiers, énergétiques, militaires ou pharmaceutiques. Plus de six mille brevets ont été confisqués depuis la seconde guerre mondiale qui permettraient de résoudre les problèmes de la faim, de la crise énergétique, des transports, de la pollution. Au lieu de servir à l'épanouissement de projets de vie personnels et sociaux, et malgré la



résistance des milieux enseignants à la pression hiérarchique, l'école est devenue de plus en plus un lieu d'endoctrinement renforçant des savoirs désuets et rentables, au sein d'un système inculquant l'obéissance et servant à l'asservissement des nouvelles générations. La réalité institutionnelle fabriquée pour les élèves est la plupart du temps conventionnelle et ne leur laisse guère d'autre espoir que de pouvoir satisfaire leur besoin de liberté dans l'acquisition de diplômes et l'achat d'objets qui associent la valeur personnelle à la compétition et à l'argent. Hors de l'école, ils se voient offrir des espaces virtuels à contre-courant qui leur enseignent la peur, créant des imaginaires qui prennent contrôle de leur attitudes et déclenchent des addictions qui sont sources de profit.

La formation des enseignants est profondément influencée par cet environnement. Les services publics sont soumis à des coups de boutoir pour les faire céder sur la voie de la privatisation. L'idée de nation est perçue comme un obstacle dans l'avènement de la mondialisation, or les enseignants forment un corps professionnel qui maintient l'homogénéité du sentiment national. Pour cette raison et bien d'autres, les enseignants sont les ennemis de grands groupes industriels et financiers internationaux qui investissent en faveur de toute initiative qui vise la dissolution de l'éducation d'Etat et l'appropriation des écoles par le secteur privé. La crise budgétaire offre un prétexte à ces remaniements massifs qui, en nuisant à la qualité de la formation des enseignants, vont entraîner la multiplication des problèmes et l'apport de solutions privées aux crises ainsi artificiellement créées.

Les personnes responsables de formations sont actuellement à un carrefour. D'une part, le côté coercitif de l'école va grandissant grâce à des technologies qui permettent l'enfermement de l'individu par une surveillance constante et omniprésente, et des instruments de contrôle contre lesquels on ne peut bientôt plus rien. Seul un sursaut massif de conscience visant à instaurer rapidement des législations protectrices et des modalités d'application concrètes pourra nous épargner un nouvel ordre fasciste, cette fois généralisé. Comme le sociologue Ulrich Beck le suggérait en 2002, la globalisation ne peut pas se passer de façon démocratique. Du coup, on peut se demander si l'école obligatoire n'est pas devenue en elle-même un danger une fois soumise aux forces du marché ou, en d'autres termes, aux puissants lobbies internationaux. Ivan Illich suggérait déjà les dangers de la scolarisation.

Nous avons eu tendance jusqu'ici à nous fier à nos institutions car celles-ci avaient prouvé dans le temps qu'elles avaient une certaine pérennité et une stabilité dans leur capacité d'être porteuse de valeurs bénéfiques pour les humains que nous sommes. La donne semble être en train de changer. Certaines institutions sont prises d'assaut au point de devenir potentiellement nuisibles pour la vie humaine. Le système éducatif n'est pas exempt de ce type de glissement. On assiste actuellement au nom de la sécurité à un renforcement du contrôle sur les êtres humains qui n'est pas sain.



Posons que les acquis de deux décennies en formation sont fragiles parce que le système éducatif actuel est « à risque ». Si ce n'est déjà le cas, il pourrait devenir en partie néfaste sur un plan humain car il est dominé ou en voie de l'être par des anti-valeurs contrôlées par des intérêts financiers criminels. Ce dernier siècle a connu plus de meurtres en masse de civils que les six siècles qui l'ont précédé. Des criminologues comme Ruggiero (2001) notent que les millions de morts perpétrées par nos Etats et nos gouvernements rendent le 20^e siècle « innommable » et bien plus léthal que toute autre époque dite « pré-civilisée ». On compte vraisemblablement, à ce jour, un million trois cent mille morts civiles en Irak si l'on part des résultats des médecins légistes utilisés dans l'évaluation parue dans la revue scientifique *The Lancet* pour les années 2002 à 2006², et peut-être davantage si l'on considère les chiffres du survey de l'*Opinion Research Business* pour les années 2003 à 2007³. De tels assassinats collectifs avec l'approbation ou le consentement implicite de la majorité des populations occidentales sont constants. Notre système éducatif, aseptisé de toute dimension politique, amène les populations à tolérer l'occidentalisation par la guerre et la priorité des logiques de système sur la personne humaine. Comment réagirons-nous quand ces populations prendront leur revanche? Notre bien-être matériel prime sur la vie de nos semblables. De plus, nos législations ne sont pas adaptées aux besoins nouveaux liés à la criminalité financière internationale et au terrorisme d'Etat. Nous n'avons pas de moyen terme entre le status quo et la révolution. Sans moyen terme réellement démocratique, notre société occidentale risque fort de connaître à brève échéance une nouvelle révolution violente.

On me dira que cela n'a rien à voir avec la formation des maîtres; au contraire, ces problèmes requièrent une reconceptualisation de notre travail car la fonction publique n'a plus de sens dans un tel contexte. Il n'est pas impossible que, dans plusieurs pays, les attaques contre l'école et les enseignants, et les attaques contre la formation entraînent la destruction ou une modification importante, partielle ou complète du système éducatif actuel. Dans cette perspective et selon cette hypothèse qui malheureusement doit être posée, la position appropriée serait celle du judoka : profiter de la force du mouvement de l'adversaire pour le faire tomber à un endroit inattendu, qui permette le rétablissement des valeurs. Il faut acculer les criminels avec les lois dont nous disposons. S'il s'avère que le professionnalisme enseignant puisse être profondément affecté par des réductions drastiques de la fonction publique en mutation, alors accélérons la désinstitutionnalisation par un renversement délibéré (ou une réhabilitation) des valeurs. Une désintégration soudaine de nos économies pourrait survenir à tout moment, mais nous pouvons préparer des réseaux de coopération qui permettent de sortir de l'impassé. Créons des réseaux de troc et d'échange éducatifs gratuits, hors

2. http://web.mit.edu/CIS/pdf/Human_Cost_of_War.pdf

3. http://www.opinion.co.uk/Newsroom_details.aspx?NewsId=88



institutions, qui permettent à des coopératives de passer le cap de la crise, de créer des économies locales autosuffisantes pour reconstruire une éducation de la liberté, à l'image de leur idéal. Créons des réseaux d'information non régis par la censure, rétablissant la vérité sur la valeur de la sélection nutritive pour la santé et les dangers de la médecine industrialisée. Cultivons de façon autonome l' « inverse institutionnel » que proposait Illich et changeons les rituels du progrès. La tolérance et l'intégration sociale amèneront la naissance d'une nouvelle civilisation.

Il nous faut revenir à une sagesse et à un équilibre, rétablir le sens de mots comme harmonie et vie sociale, agir avec prudence et réflexion, et ne plus utiliser que les technologies qui s'accordent aux fins de cette sagesse réflexive, quand elles s'accordent à ces buts. Assujettissons l'usage des nouvelles technologies à la plus grande prudence pratique et à la sagesse plutôt qu'à des impératifs financiers. Revenons à l'exploration des processus qui permettent la qualité de vie après des décennies centrées sur une production insensée. Selon les conseils de Serge Latouche (2005) qui redéfinissent l'économie en termes humains, optons pour la décroissance au point de mettre en faillite les terroristes économiques et les organisations criminelles qui soudoient certains de nos gouvernants influents. Mettons-les sous embargo : le boycott est une arme pacifique efficace.

Si l'école est contournée de ses buts pour renforcer le contrôle mental, émotionnel et social au détriment de la créativité et de l'individualisation nécessaires à une croissance psychosociale, il va peut-être falloir se résoudre à trouver des solutions nouvelles hors de l'école, hors des institutions de formation, et hors de l'université. Si les milieux économiques ont misé sur la destruction du symbole que représentent les éducations nationales au point de rendre l'éducation inopérante, il va peut-être falloir commencer à penser en dehors du système et à préparer un après-système éducatif, local, non plus fondé sur des valeurs économiques. Nous devons trouver de nouvelles manières de penser l'éducation, qui n'aient pas pour fondement le contrôle et l'évaluation normative et standardisée. Penser par projets de vie, penser en profondeur.



Références

- Beck, U. (2002). *Macht und Gegenmacht im globalen Zeitalter : Neue weltpolitische Ökonomie*. Frankfurt am Main : Suhrkamp.
- Cook, S. (2010, September). Billionaires Unite! Against Public Education and Teachers. Global Research. <http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=21222>
- Latouche, S. (2005). *L'invention de l'économie*. Paris : Albin Michel Economie.
- Ravitch, D. (2010). *The Death and Life of the Great American School System*. New York : Basic Books.
- Rothkopf, D. (2008). *Superclass: The Global Power Elite and the World They Are Making*. New York: Farrar, Straus and Giroux.
- Ruggiero, V. (2001) War, crime, empire and cosmopolitanism, *Critical Criminology*, 10(1), 172-194.
- Tochon, F. V. (2001). Orientation réflexive et sens communautaire à l'arrivée d'une période troublante. *Revue Carrefours de l'éducation (Université d'Amiens)*, 12, 3-28.
- Tochon, F. V. (2004). Le nouveau visage de l'enseignant expert. *Recherche et Formation*, 47, 89-103.
- Tochon, F. V. (2006). La formation des enseignants aux Etats-Unis: enjeux économiques et professionnels actuels. *Formation et pratiques d'enseignement en question*, 5, 29-42.
- Tochon, F. V. (2010). Portfolio électroniques et socialisation du changement en formation des maîtres. *Formation et pratiques d'enseignement en questions*, 11(1), Juin 2010.
- Tochon, F. V. (2010). Recrutement et accompagnement des enseignants aux Etats-Unis. *Cahiers Pédagogiques*, 17 (Juillet), 66-67. Numéro spécial – Former, se former : Quelle formation pour les enseignants ? (2e éd.)
- Tochon, F. V. (sous presse, décembre 2010). Risques inhérents à l'institutionnalisation du récit d'expérience professionnelle dans des portfolios électroniques. *Profesorado: revista de currículum y formación del profesorado*. Université de Grenade, Espagne.
- Tochon, F. V. (sous presse, janvier 2011). Reflecting on the paradoxes of foreign language teacher education: a critical system analysis. *Porta Linguarum*.